

Thomas Lacroix
Chargé de recherche CNRS
Migrinter UMR 7301
MSHS, 5 r. Théodore Lefebvre
86000 Poitiers, France
Thomas.lacroix@univ-poitiers.fr

**Des relais pour orienter les impacts de la migrations sur le développement des pays d'origine :
vers une nouvelle approche de la relation migration et développement**

OCDE, Paris, 05/10/12
Conférence préparatoire du HLDMD
MAE, AFD

On peut définir les « relais » comme points de contacts entre les acteurs des diasporas et les institutions en charge de la mise en œuvre des politiques publiques. Ils peuvent prendre différentes formes : simples réseaux entre acteurs institutionnels et associatifs, conseils représentatifs, élus parlementaires, forums, etc. Cette idée de relais dans les approches migration et développement est une idée très nouvelle. Jusqu'ici, les responsables publics (et les chercheurs) ont d'abord perçu les diasporas sous l'angle de ses potentialités économiques, des ressources financières et humaines qu'elles étaient à même de transférer. En termes scientifiques, on pourrait dire que l'on s'est surtout intéressé à l' « agency » des diasporas, et assez peu aux structures, c'est-à-dire à l'univers institutionnel, politique et économique dans lequel elles exercent leur agency.

Or, à mon sens, un focus exclusif sur ces potentialités conduit à trois erreurs :

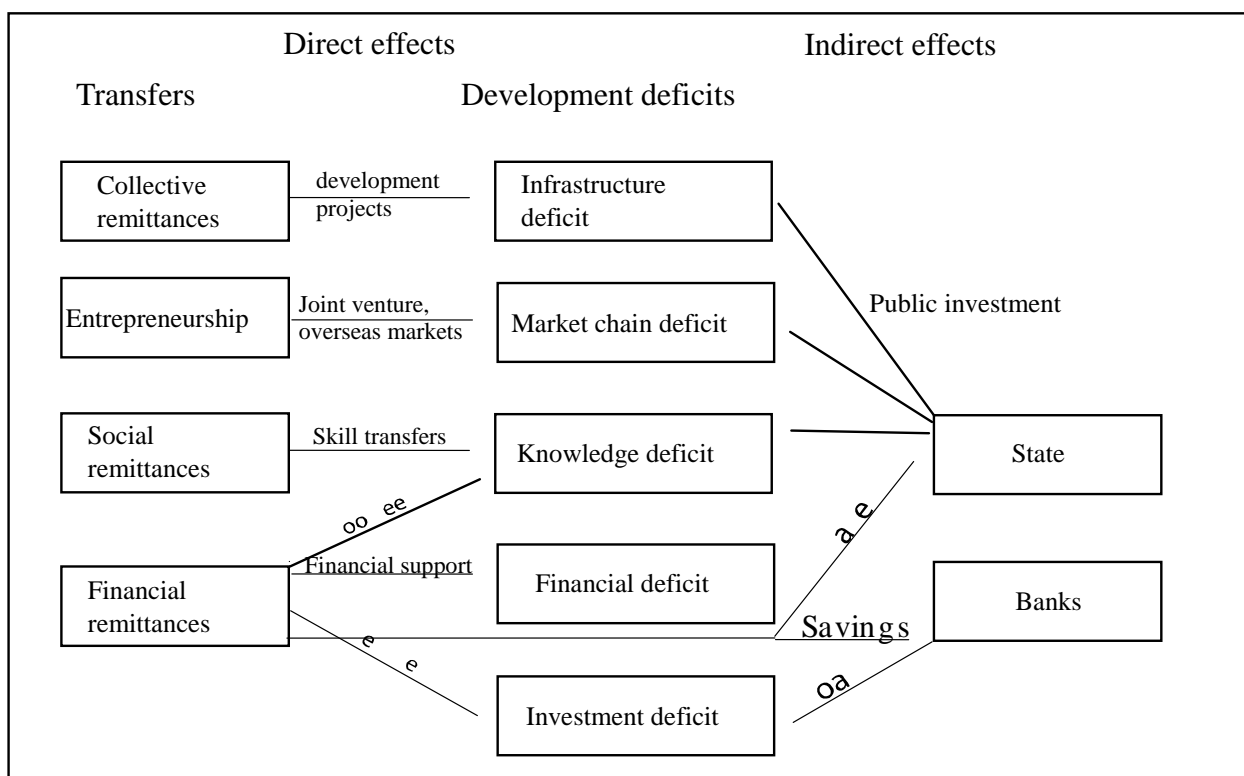
1. les diasporas ne sont que les sommes de leurs parties. Elles ne constituent pas un tout homogène, ne sont pas une masse de capital ayant une force de levier économique proportionnelle à leur volume. Les 500 milliards de dollars transférés en 2011 ne sont que la juxtaposition de ce que peut apporter chacun de ces membres, répartis sur des millions d'enveloppes envoyés dans les familles d'origine. Il ne faut donc pas surestimer la capacité des diasporas en matière de développement. Elles ne se substituent pas à l'aide publique au développement, moins importante en volume global, mais transférée sous forme de sommes plus importantes.
2. Les diasporas sont un phénomène global ayant des impacts locaux. Et donc le contexte de réception compte. Par exemple, les travaux sur les migrations qualifiées montrent que le retour et la participation de ces migrants ne fonctionne que si dans le pays d'origine, il y a un environnement adéquat qui leur permettra de prospérer.
3. Ces impacts ne correspondent pas forcément aux besoins du pays (exemple : entreprises dans la campagne turque ferment faute d'infrastructures adéquates, les puits individuels creusés dans les oasis du Maroc assèchent les réserves en eau, ou les hôpitaux au Panjab sont pléthoriques mais n'améliorent pas les services de santé au niveau de l'Inde).

En l'absence de relais, les impacts sur le développement ne peuvent pas être optimaux. La migration ne produit pas de développement, elle ne fait que renforcer une dynamique présente. Le rôle des relais est d'assurer une adéquation entre impact des migration et besoin de développement.

Réfléchir à la question des relais, c'est inverser l'approche habituelle de la relation migration et développement. C'est penser d'abord 'développement' et ensuite 'migration'. En d'autres termes, c'est penser d'abord 'besoin et stratégie de développement' et ensuite, 'en quoi les migrants peuvent s'inscrire dans cette stratégie'. Inventorier les ressources des diasporas ne suffit pas. Il faut réintroduire la dimension territoriale du développement, associer davantage les économistes du développement à un champ qui reste dominés par des spécialistes de la migration.

Trois exemples de mise en œuvre de cette approche :

- Sur le plan scientifique : nous avons appliqué cette approche dans l'enquête demandée par la FAO sur les effets de la migrations sur le développement agricole (<http://www.imi.ox.ac.uk/pdfs/migration-rural-development-poverty-and-food-security-a-comparative-perspective>) : on a d'abord inventorié les déficits du développement rural et on a réfléchi aux solutions que pouvaient apporter les diasporas (voir graphique).



- Sur le plan associatif : l'association Migrations et Développement au Maroc aide les municipalités rurales à inventorier leurs besoins en matière de développement afin d'établir une base de discussion avec les migrants et autres bailleurs.
- Sur le plan politique : Le PERG (Programme d'Electification Rurale Généralisé): il s'agit d'un exemple de programme de cofinancement de projets d'infrastructure soutenu par des migrants et leur village d'origine. Par opposition au « tres por uno », programme de

cofinancement mexicain qui soutient tout type de projet proposé par les associations de migrants, le PERG ne soutient que des projets d'électrification. Il a été toutefois beaucoup plus efficace. Alors que le tres por uno ne finance que quelques dizaines de projets par an (une goutte d'eau dans l'océan des besoins du Mexique), le PERG a permis d'améliorer de 14% la couverture en électricité du territoire marocain. L'approche strictement focalisée sur les capacités de la diaspora (sous-tendue par le tres por uno) se révèle donc beaucoup moins efficace que celle qui met en avant les besoins structurels.

Le second rôle des relais est de s'adapter au contexte historique des relations entre l'Etat et leur diaspora respective. Les diasporas sont le résultat de leur histoire migratoire. Elles sont façonnées par les diverses vagues migratoires (rurale/urbaine, qualifiées ou non) et par leur arrière plan historique : globalisation, Guerre froide Est-Ouest, relation coloniale et post-coloniale, luttes d'indépendance, etc. Elles sont également façonnées par l'attitude des Etats à l'égard de leurs expatriés. Pendant plusieurs décennies, les migrants ont souvent été considérés comme des traîtres à la cause nationale, comme des individus égoïstes qui ne voulaient pas participer à l'effort de construction nationale. Or c'est l'inverse qui se produit à présent, d'où la difficulté pour les Etats de construire ces relais. La reconnaissance du rôle économique des diasporas s'accompagne bien souvent d'une demande de reconnaissance politique. Les diasporas n'ont pas que des devoirs à l'égard de l'Etat d'origine, mais aussi des droits.

Cette prise en compte de l'histoire explique pourquoi les relais institutionnels prennent des formes bien différentes d'un Etat à l'autre. Le Mexique dialogue surtout avec des fédérations d'associations villageoises. L'Algérie, qui compte pourtant nombre d'associations villageoises au sein de sa diaspora, cherche avant tout à nouer des liens avec son élite expatriée. Il en va de même pour l'Inde à travers le PBD, forum organisé à Delhi pour la journée des migrants. Le Maroc cherche à créer un organe représentatif de sa diaspora dans sa diversité, etc.

On voit ici qu'une approche en termes de relais implique une prise en compte l'histoire et la géographie de la relation migration et développement. Elle complète une approche en terme « d'agency » qui a tendance à exclure cette histoire et cette géographie. Pour terminer, voici quelques recommandations supplémentaires pour la mise en place d'une approche relais au niveau politique et institutionnel :

Exemples de relais dans les pays d'origine :

- Relais locaux au niveau municipal pour dialoguer avec les expatriés
- Relais régionaux pour coordonner les besoins de développement
- Relais nationaux pour établir une stratégie d'ensemble, notamment en relation avec les pays d'accueil et organisations internationales.

Dans les pays d'accueil :

- Plateformes d'associations de migrants de type « FORIM » en France regroupant des migrants de diverses origines.
- Associer les acteurs de la coopération décentralisée (université, municipalité, etc.)
- Réfléchir à une politique qui lie participation au développement et intégration, et pas seulement développement et circulation ou retour.